

# I. Aperçu



La TICAD IV de mai 2008.

(Photo: MOFA)

**D**ans l'ensemble, des avancées sensibles ont marqué la deuxième année de mise en œuvre du Plan d'Action de Yokohama (PAY). Bien que le présent rapport couvre les progrès réalisés au cours de la période d'avril 2008 à la fin mars 2010, il examine principalement ceux réalisés en 2009. Le détail des activités entreprises par les partenaires, secteur par secteur, pays par pays et année par année, peut être consulté sur le nouveau site internet :

La période couverte par le présent rapport coïncide avec la pire récession que le monde ait traversée au cours des dernières années, même si l'économie mondiale montre aujourd'hui des signes de reprise résultant en grande partie des mesures extraordinaires de relance mises en œuvre par les pays industrialisés. Bien que la situation demeure fragile en Afrique comme dans le reste du monde, selon les « Perspectives économiques en Afrique 2009\* », le Continent devrait probablement réaliser une croissance de 4,5 % en 2010.

Malgré cette projection favorable, il est impératif que les partenaires de l'Afrique au développement honorent les engagements pris dans les enceintes internationales. Le présent rapport examine l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités contenues dans le PAY et, partant, évalue le respect des engagements pris lors de la TICAD IV.

La TICAD se réjouit également du Plan d'Action révisé pour l'Afrique AU/NEPAD 2010-2015 qui s'avère être un cadre majeur pour les programmes et projets phares de l'Afrique destinés à accélérer l'intégration régionale et continentale et ancrés dans les principes directeurs de l'UA/NEPAD. La TICAD est déterminée à œuvrer dans une synergie encore plus étroite avec l'UA/NEPAD et les Communautés Economiques Régionales.

\*Publié conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UN-ECA).

## Impacts de la crise financière et économique mondiale sur l'Afrique et Suivi de la première Réunion ministérielle de la TICAD à Gaborone, Botswana, en mars 2009

La crise financière et économique mondiale a provoqué une diminution sensible des flux de capitaux privés, des transferts de fonds, des prix des produits de base, de la demande à l'exportation et du tourisme dans toute l'Afrique, ralentissant la croissance et menaçant d'effacer les gains substantiels réalisés durant la décennie précédente. Les données disponibles montrent que la croissance en 2009 était nettement plus faible que les 5,2% enregistrés en 2008. En effet, à l'heure actuelle le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne est estimé à 1,9% pour 2009. Pour la première fois en près de dix ans, le PIB par habitant a chuté, entraînant des millions de personnes supplémentaires dans une pauvreté extrême.

Bien que la crise ait des effets divers d'un pays à l'autre, les gouvernements africains y ont apporté des réponses similaires, s'attachant à minimiser la chute de la croissance, à protéger les pauvres et à préparer les économies à bénéficier d'une reprise économique mondiale. Le fait que les pays aient poursuivi, voire accéléré pour certains, les réformes économiques prudentes qui

avaient alimenté la croissance économique des dix dernières années sur le Continent représente un élément clé. Les pays ayant de la marge sur le plan fiscal ont maintenu leurs programmes de dépenses publiques et accepté de faibles déficits, tandis que ceux dont la marge fiscale ne permettait pas de mettre en œuvre des politiques contracycliques ont pris des mesures pour réduire les déséquilibres macroéconomiques. La plupart des pays ont élargi leurs filets de sécurité ciblés de manière à amortir le choc sur les populations les plus vulnérables. Les mesures adoptées par les gouvernements africains ont montré que les aides extérieures ont également été bien utilisées.

Si les actions menées par les pays africains comme par leurs partenaires au développement ont permis d'atténuer les effets de la crise, les difficultés du Continent perdurent. Il importe que les pays tirent parti de la reprise économique mondiale et reprennent le chemin d'une croissance durable, tout en tenant compte des défis tels que les changements climatiques. Pour ce faire, une attention concertée et soutenue, un engagement et une action décisive des gouvernements

africains et de la communauté internationale sont indispensables. La première Réunion ministérielle de suivi de la TICAD s'est tenue à Gaborone (Botswana) en mars 2009, dans un contexte où la crise financière et économique mondiale frappait de plus en plus lourdement les pays africains. Aussi, le gouvernement japonais a-t-il fidèlement transmis au Sommet du G-20 de Londres en avril

2009, le point de vue et les préoccupations contenues dans le Communiqué adopté à Gaborone. Il a également fait montre de son leadership en mettant rapidement en œuvre les mesures de soutien qu'il avait annoncées lors de la réunion, comme indiqué dans le tableau. Comme décrite ci-après, la mise en œuvre d'aspects clés du PAY a été véritablement accélérée.

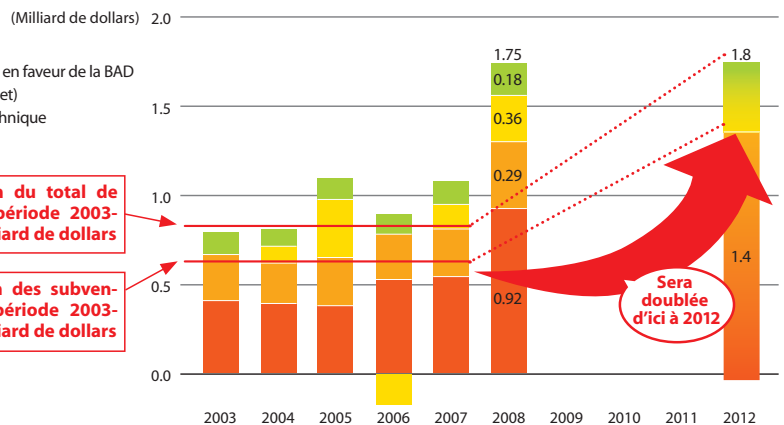
## L'état des mesures de soutien annoncées à Gaborone (mises en œuvre de mars 2009 à mars 2010)

- Mise en œuvre rapide de subventions et d'une assistance technique pour une valeur de 2 milliards de dollars  
→ Environ 1,8 milliards de dollars décaissés ou engagés
- Mesures d'aide humanitaire d'une valeur de 300 millions de dollars  
→ Plus de 800 millions de dollars décaissés (compris dans les 1,8 milliard de dollars susmentionnés)
- Décaissement de 200 millions de dollars en faveur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme  
→ 380 millions de dollars décaissés
- Renforcement des capacités du personnel de gestion dans le secteur financier  
→ La JICA a d'ores et déjà organisé des stages de formation pour 122 personnes.

### L'aide publique au développement (APD) du Japon en faveur de l'Afrique

Lors de la TICAD IV, le Japon s'est engagé à doubler le montant total de son APD en faveur de l'Afrique, allègement de la dette non compris, avec un objectif de 1,8 milliard de dollars d'ici à 2012. En 2008, 1,75 milliard de dollars ont été décaissés. Le gouvernement japonais a l'intention de poursuivre ses efforts en vue d'assurer une APD suffisante en faveur de l'Afrique.

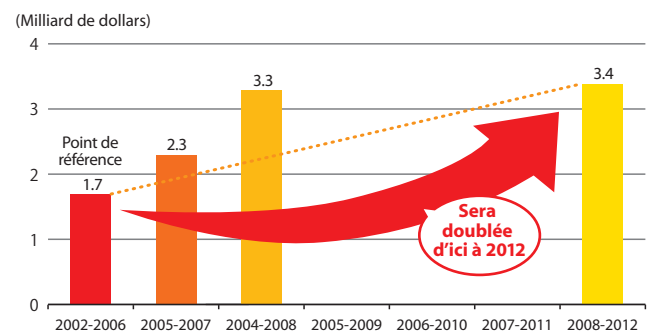
### APD totale du Japon, allègement de la dette en 2008 non compris



### Investissement direct du Japon en Afrique

Comme le montre le Tableau, à la fin de l'année 2008, la moyenne sur cinq ans du niveau de l'investissement direct en Afrique s'avère encourageante. Toutefois, compte tenu du retrait des investissements sous l'effet de la crise financière et économique mondiale en 2009, il n'est pas possible de prévoir quelle sera la tendance. Si, comme l'indique ce rapport, le recours à divers dispositifs financiers progresse favorablement, des efforts continus s'imposent de la part de l'ensemble des parties prenantes afin d'obtenir des résultats tangibles d'ici à 2012. (Voir « II. 2 Commerce, investissements et tourisme » pour plus de détails.)

### Moyenne sur cinq ans du niveau de l'investissement direct du Japon en Afrique



### Niveau (actifs) de l'investissement direct du Japon en Afrique par année de référence

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Million de dollars	1 232	2 052	1 628	1 332	2 701	3 895	7 325

(Source: JETRO)

\*Considérant que le niveau de l'investissement direct fluctue d'une année à l'autre, la moyenne du niveau sur cinq ans en fin d'année est calculée entre le point de référence (1,7 milliard de dollars) et l'objectif (3,4 milliards de dollars).

\*L'Égypte et la Libye non comprises.

\*Le tableau comprend l'île Maurice, où la majeure partie de l'investissement est censée être transférée vers l'Inde.

\*Tous les "dollars" utilisés dans ce rapport indiquent "dollars américains."



## Mécanismes financiers

L'octroi de prêts en yens par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) progresse de manière satisfaisante : 45% du total des montants visés ont été engagés à la fin mars 2010. La plus grande partie du prêt en yens engagée est destinée aux énergies renouvelables (41%) ; au développement du secteur privé (19%) et au transport (18%), comme indiqué dans le Tableau.

Les financements par la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) ont également progressé favorablement : 50% du total des montants promis ont été engagés à la fin mars 2010. Des exemples de prêts accordés par la JBIC comprennent : la production accrue de moustiquaires antipaludiques en Tanzanie et des projets liés aux infrastructures en Afrique du Sud tels que ceux associés au transport d'électricité et à l'expansion portuaire (voir p. 8). La JBIC a par ailleurs créé « Le Mécanisme en faveur de l'investissement en Afrique (FAI) » en vue d'apporter un soutien aux activités commerciales des entreprises japonaises en Afrique. Une partie de ce financement est investie dans un fonds qui offre un échange de devises émergentes et d'autres instruments dérivés.

Le Groupe Banque mondiale a également augmenté ses prêts afin d'aider les pays africains à gérer l'impact de la crise mondiale sur l'économie.

En 2009, les crédits de l'Association internationale de développement (AID) à l'Afrique ont reçu priorité et leur déboursement a été accéléré. Ainsi ils ont atteint 7,8 milliards de dollars, par rapport aux 5,7 milliards de dollars de 2008.

Le financement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) destiné à l'Afrique a été porté à 1,5 milliard de dollars ; la Société financière internationale (SFI) a fourni 1,8 milliard de dollars en soutien aux initiatives du secteur privé et l'Agence multilatérale de garantie d'investissement (AMGI) a octroyé 50 millions de dollars en tant que garanties nouvelles. En outre, une aide d'urgence de 710 millions de dollars a été octroyée à vingt et un pays africains par le biais du Dispositif mondial de réponse à la crise alimentaire, une nouvelle initiative établie en réponse à la crise mondiale. Ce financement cible les programmes de filets de sécurité ; les programmes de repas scolaires et de nourriture en échange du travail ; les achats de semences et d'engrais ainsi que les aides budgétaires destinées à résoudre les déséquilibres budgétaires.



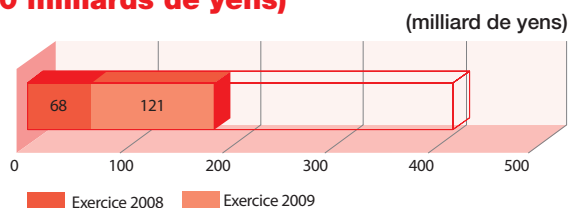
## Analyse par secteur

Les objectifs du PAY en termes de subventions et de coopération technique dans les cinq secteurs progressent de manière satisfaisante. Les avancées les plus significatives ont été enregistrées dans le secteur des infrastructures où elles ont dépassé l'objectif visé (117%). Viennent ensuite les secteurs de l'agriculture (80%), puis de l'eau et de l'assainissement (93%), tandis que les secteurs de l'éducation (58%) et de la santé (56%) indiquent des progrès réguliers pour la deuxième année consécutive. Plusieurs projets sont en cours de réalisation ; des progrès supplémentaires sont donc prévus durant l'année 2010.

Les programmes de renforcement des capacités avec des objectifs chiffrés sont en bonne voie d'atteindre leurs objectifs respectifs d'ici à 2012. Il s'agit par exemple du « renforcement des capacités de 50 000 leaders agricoles » ; de l'« amélioration de la gestion de 10 000 écoles » ; de la « formation de 100 000 enseignants de mathématiques et des sciences » ; de « 100 000 professionnels sanitaires et médicaux » ; de « 5 000 gérants/usagers de l'eau » ; et de la « fourniture d'eau potable à 6,5 millions de personnes ». Néanmoins, afin d'atteindre l'objectif « développement et rénovation des installations d'irrigation (100 000 ha) » des efforts supplémentaires sont nécessaires.

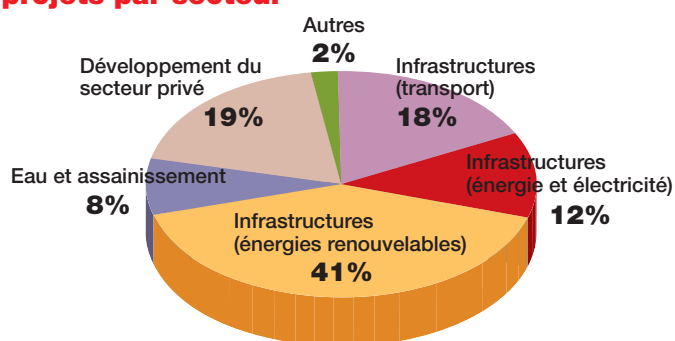
S'agissant des politiques destinées à s'attaquer aux changements climatiques,

## Les engagements de prêts en yens se chiffrent à 4 milliards de dollars (420 milliards de yens)

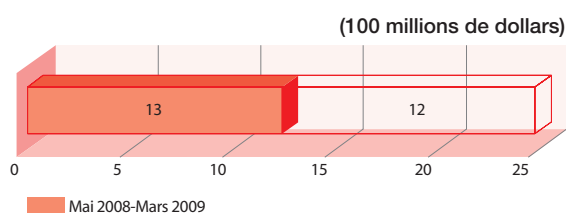


\*Comprend les projets pour lesquels les Échanges de Notes seront signés d'ici fin mars 2010.

## Engagements de prêts en yens dans des projets par secteur

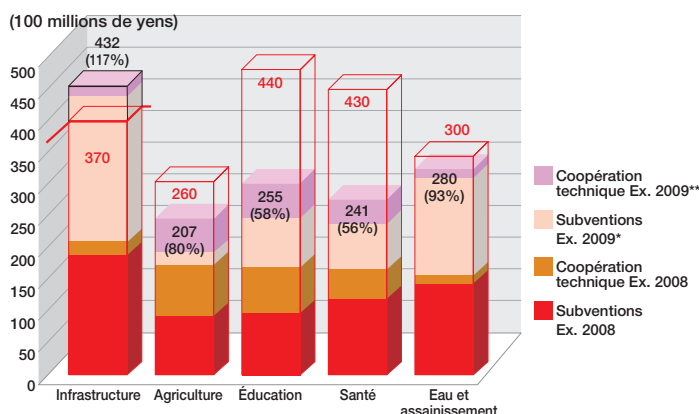


## Les engagements de prêts de la JBIC se chiffrent à 2,5 milliards de dollars



les fonds mis à disposition dans le cadre d'initiatives telles que l'« Initiative Hatoyama » (voir p. 25) lancée par le Japon devraient faire progresser les mesures d'atténuation et d'adaptation en Afrique.

## PROGRESSION DES SUBVENTIONS ET DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE PAR SECTEUR



\*Subventions : exercice 2009 : sur la base des Échanges de Notes (en date du 31 mars 2010)

\*\*Coopération technique durant l'exercice 2009 : estimations reposant sur les chiffres totaux de l'exercice 2008

\*\*\*Exclure les assistances pour les sous-secteurs de l'irrigation et de l'eau.